

Fast Forward to Growth



Priorités pour les PME

Les petites et moyennes entreprises (PME) jouent un rôle très important dans notre économie. À l'origine d'une partie non négligeable de la croissance et de la création d'emplois en Belgique, elles contribuent au renouvellement de notre économie. Nous devons dès lors tout mettre en œuvre pour améliorer en permanence le climat d'entreprise pour nos PME. Dans ce cadre, les dix priorités suivantes sont d'une importance cruciale :

1. Réduction du handicap en matière de coûts salariaux

Selon l'éminent institut de recherche allemand IDW Köln, le coût d'une heure de travail en Belgique est d'environ 15% supérieur à celui de nos trois pays voisins. Cela s'explique notamment par les fortes charges sur le travail en Belgique. Par ailleurs, la formation des salaires est très rigide en Belgique : notre système actuel d'indexation automatique rend quasiment impossible une adaptation souple de l'évolution des salaires aux circonstances changeantes (e.a. une détérioration conjoncturelle) ou la mise en œuvre d'une politique des ressources humaines performante. Dès lors, une réforme de notre système d'indexation s'impose.

2. Besoin de plus de flexibilité dans l'organisation du travail

Afin de pouvoir réagir au mieux à la demande des clients et à la conjoncture, les PME doivent pouvoir organiser le travail de manière plus flexible. Aujourd'hui, elles rencontrent beaucoup d'obstacles. Citons par exemple l'impact des nombreux régimes de congés (e.a. le crédit-temps) sur l'organisation du travail au sein des entreprises ou encore les coûts de licenciement trop élevés, qui rendent difficile une restructuration pour les PME afin notamment d'être mieux armées pour faire face aux nouveaux défis. Enfin, les restrictions actuelles en matière d'heures supplémentaires et la difficulté à étaler la durée du travail sur une base annuelle sont autant de rigidités superflues.

3. Besoin de personnel qualifié

Paradoxalement et en dépit du chômage élevé, la pénurie sur le marché de l'emploi s'intensifie. Les PME doivent chercher plus longtemps pour pourvoir aux postes vacants. Dans certains cas, elles ne trouvent même pas de candidats adéquats. Cette situation implique une pression à la hausse sur les salaires. Il importe donc que les pouvoirs publics mettent tout en œuvre pour accroître l'offre de main-d'œuvre qualifiée. Plus concrètement, cela signifie par exemple une amélioration de la qualité de l'enseignement (et une meilleure concordance avec les besoins des entreprises), une activation, une formation et un encadrement efficaces des demandeurs d'emploi, et aussi une suppression progressive des régimes de fin de carrière (e.a. la prépension) afin que les + de 55 ans restent actifs plus longtemps au sein des entreprises.

4. Accès au financement à un prix compétitif

La crise au sein de la zone euro et les réformes dans le secteur financier (e.a. Bâle III) sèment le doute au sujet de l'accès au financement et de son coût à l'avenir. Ce sont surtout les PME qui sont vulnérables, car elles restent toujours fortement tributaires du financement bancaire. Un monitoring de qualité ainsi qu'un service de médiation du crédit accessible et performant (e.a. médiateur du crédit) sont donc essentiels. Si nécessaire, il faut également adapter la vitesse des réformes dans le système financier.

5. Intensification de la simplification administrative

D'après le Bureau fédéral du plan, les coûts totaux que représentent les charges administratives pour les entreprises se montent à quelque 6 milliards EUR par an. A cela s'ajoute bien sûr encore la frustration liée à l'énorme perte de temps pour obtenir diverses autorisations, recevoir le paiement des factures, les redondances dans les demandes,... Une simplification administrative poussée à tous les niveaux de pouvoir avec des objectifs concrets (e.a. -30%) est donc une nécessité absolue.

6. Plus de soutien pour les innovations non technologiques

Il est logique de consacrer beaucoup d'attention à la politique de R&D, mais pour les PME, les innovations non technologiques (e.a. une modification dans la collaboration avec les clients ou les fournisseurs, un changement au niveau de l'organisation du travail, une adaptation du design ou de la stratégie de marketing, ...) sont également des facteurs clés de succès (e.a. pour réussir la commercialisation de produits et services). A cet égard, les PME ont surtout besoin d'assistance professionnelle par des spécialistes. En facilitant le réseautage ou le financement nécessaire, les pouvoirs publics peuvent y contribuer.

7. Encore plus de PME actives au niveau international

Pour les PME qui veulent croître, le marché belge devient à un moment trop petit. Dès lors, elles doivent s'internationaliser (e.a. exporter, investir à l'étranger, ...). Des chiffres de la Commission européenne montrent toutefois que certains petits pays européens font mieux que le nôtre dans ce domaine. Là aussi, les pouvoirs publics peuvent être un partenaire important dans la recherche et le financement (partiel) d'assistance professionnelle sur mesure. Les grandes entreprises (avec qui les PME concernées ont par exemple des relations commerciales en Belgique), les missions économiques princières et des institutions telles que l'AWEX peuvent également aider les PME à nouer les contacts nécessaires à l'étranger.

8. Une nouvelle dynamique dans la concertation sociale

Chez nous, la concertation sociale se déroule souvent dans une atmosphère tendue. Au vu des défis immenses qu'il nous faut relever, il est urgent de développer une stratégie commune entre employeurs et (représentants des) travailleurs sur l'orientation que doivent prendre notre économie et notre société. Cette stratégie à moyen terme doit permettre, à court terme, de faire les bons choix socio-économiques dans la concertation sociale. A l'avenir, les employeurs et les (représentants des) travailleurs doivent davantage se comporter en partenaires.

9. Baisse de la facture énergétique

Outre les salaires et autres coûts, l'énergie représente une partie sans cesse croissante des coûts des PME. Cela vaut notamment pour les entreprises qui sont grandes consommatrices d'énergie de par leur activité. Une part importante des hausses de coûts enregistrées ces dernières années est liée à des taxes additionnelles. Il faut également veiller à ce que le fonctionnement du marché soit optimal, afin qu'une concurrence accrue puisse effectivement donner lieu à une baisse des prix. Enfin, il faut pleinement jouer la carte d'une efficacité énergétique renforcée à la fois pour garantir notre sécurité d'approvisionnement, réduire la facture énergétique et réaliser nos objectifs environnementaux.

10. Assurer une succession réussie pour les PME

La succession des responsables de PME est un problème permanent. Si cette succession n'est pas bien préparée, c'est la continuité des entreprises en question qui est menacée.